



Déclaration préalable de la FSU au CSA du 15 octobre 2026

« Ce qui vient au monde pour ne rien troubler ne mérite ni égard ni patience » écrivait René Char en 1945 dans le *Poème pulvérisé*.

Depuis 3 semaines, la jeunesse de notre pays se mobilise, lycéens et étudiants, pour réclamer de meilleures conditions d'enseignement et dire, aussi, son inquiétude face aux nombreuses menaces qui hypothèquent son avenir, du changement climatique au nationalisme en passant par les tensions géopolitiques internationales qui s'insinuent désormais dans notre quotidien.

Nous devrions toutes et tous nous réjouir de ce mouvement qui témoigne d'une vraie prise de conscience des futurs citoyens que nous formons dans nos écoles, nos collèges et nos lycées. Mais, comme nous en avons pris l'habitude depuis 10 ans, la réponse proposée par E. Macron a été avant tout répressive : alors que les manifestations sont très largement pacifiques et que les dégradations sont sans commune mesure avec celles occasionnées par exemple par les agriculteurs, ordre a été donné de réprimer « *sans aucune consigne de retenue* » ! La volonté du gouvernement est de casser le mouvement, d'inquiéter les élèves et leurs familles pour les dissuader de manifester. Le nombre d'élèves placés en garde à vue donne le vertige : plus de 6000, dont la plupart ressortent sans aucune poursuite... Sans attendre une hypothétique arrivée de l'extrême droite au pouvoir, le gouvernement de S. Lecornu place déjà la France au ban des nations démocratiques. Les ONG comme l'ONU ont exprimé la semaine dernière leurs « inquiétudes »...

La réponse du ministre de l'Éducation nationale est également préoccupante tant elle montre une ignorance de la réalité du fonctionnement des établissements. E. Geffray est retombé dans les pires travers de son mentor, J-M Blanquer, avec des effets d'annonces dans les médias qui se soucient peu de la réalité. Entre « *continuité pédagogique* », consultation en ligne ouverte à tous et mobilisation de 3024 TZR sortis du chapeau, tous les outils sont sur la table sauf celui qui permettrait de résoudre véritablement les difficultés : le levier budgétaire.

En effet, au-delà des mots, l'Éducation n'a jamais été une réelle priorité pour E. Macron. L'institut des politiques publiques établit que plusieurs dizaines de milliards d'€ par an ont été réorientés depuis 2017 vers les entreprises, sans contreparties, et vers les ménages les plus favorisés. La politique de l'offre a été un échec et a vidé les caisses de l'État.. pendant que les gouvernements successifs ont laissé les services publics se dégrader, des hôpitaux, aux écoles, et les agents se précariser et s'appauvrir.

Les revendications des lycéens sont aussi les nôtres.

Si le bâti scolaire n'est pas la première préoccupation dans notre académie, du fait de l'attachement très forts des bretons à l'école et, donc, des efforts d'investissement des collectivités territoriales, les épisodes de canicule ont montré toutefois que les écoles et les établissements n'étaient pas adaptés aux défis qui nous attendent.

Du côté des classes trop chargées, en revanche, la Bretagne est très touchée. Depuis 20 ans, l'académie de Rennes a accueilli 4% d'élèves en plus avec 4% de postes en moins. Il manque 1200 emplois d'enseignants dans les collèges et les lycées pour retrouver les taux d'encadrement que nous connaissions il y a 20 ans. Alors que les effectifs commencent à baisser et pourraient améliorer la situation, on nous demande maintenant de rendre des postes ! Si la baisse démographique est réelle, malgré l'exception morbihannaise, la FSU le réaffirme, elle doit être l'occasion d'offrir une véritable amélioration des conditions d'enseignement.

Sur les emplois du temps et l'organisation du lycée, la réforme Blanquer a permis de tasser les élèves dans les classes en les regroupant en tronc commun dans la voie générale et a dégradé les emplois du temps par les alignements imposés par les groupes de spécialité en généralisant les cours de 8h à 18h. A cela s'ajoutent

la pression mise par le contrôle continu et l'opacité de Parcoursup, sans évoquer même les inégalités sociales et de genre dans le choix des spécialités. Il est temps d'en finir avec le lycée Blanquer.

Sur le remplacement des professeurs absents, tout est fait dans l'académie pour assurer que tous les élèves aient un enseignant en face d'eux à la rentrée. Mais on sait que nous ne sommes plus épargnés, depuis trois ans, par la pénurie de remplaçants. Les élèves nous le disent, mais on le constate : les professeur·es ne sont pas remplacé·es, dans le premier comme dans le second degré, des personnels manquent dans les services comme dans les établissements. Et pourtant, dans le 1^{er} degré, des solutions de recrutement immédiat de personnel formé existent : le recours aux listes complémentaires.

La FSU se réjouit d'accueillir deux fois plus de jeunes collègues, stagiaires et élèves fonctionnaires en cette rentrée, mais cette embellie est ponctuelle et liée à l'opportunité des deux concours.

Elle a néanmoins eu des conséquences sur les contractuels en CDD comme sur les TZR dont on a cherché, sans attendre le nouvel outil vanté par E. Geffray, à « favoriser une utilisation plus efficiente des ORS »... qui a conduit à multiplier les affectations sur plusieurs établissements, au détriment des conditions de travail et de vie des collègues.

Alors que la santé mentale est affichée comme priorité nationale, dans le premier degré, les RASED sont exsangues avec nombre de postes psyEN vacants, des personnels spécialisés sursollicités. Dans les écoles, les enseignantes, les enseignants et les AESH font face à toujours plus de situations d'élèves à besoins particuliers, de plus en plus souvent accompagnées de violence et sans réponse suffisante de l'institution. Les fiches SST continuent d'exploser, malgré des tentatives locales de freiner les saisies, doublé d'un message d'accueil sur le registre qui peut être perçu comme dissuasif. Mme la Rectrice, la FSU vous alerte sur la montée de la violence dans les écoles primaires, et ce dès le plus jeune âge. Elle vous alerte car les personnels qui tenaient l'école à bout de bras sont en train de craquer. Elle vous alerte aussi, sur les faits de violence que pourraient poser ces enfants quand ils arriveront en fin de collège. Concernant la déclaration des accidents de travail, si la dématérialisation semble aller dans le bon sens, des premiers freins sont identifiés avec notamment l'obligation de déposer la copie du PV de gendarmerie, si l'accident est causé par un tiers (un élève). Cela ne peut pas rester en l'état car cela va conduire tous les personnels à déposer plainte en gendarmerie...

Un bilan chiffré des PAS nous est présenté ce jour. Mais pour la FSU, la question de son financement et du retour d'expérience des personnels dans les écoles et établissements sont des données essentielles pour dresser un bilan du dispositif, avant sa généralisation programmée.

Les multiples réformes de la voie professionnelles, n'ont fait qu'enfoncer encore un peu plus les lycées professionnels dans la crise et les lycéen·es dans la difficulté à poursuivre des études supérieures ou à s'insérer professionnellement. Les plus en difficulté se retrouvent entre eux, dans des sections, parfois dans des sas, avec le sentiment que l'institution leur demande de patienter avant d'avoir l'âge légal pour partir sans qualification sur le marché du travail. Le gâchis est immense.

Pour la FSU, la mobilisation sociale en cours doit être l'occasion d'interroger les orientations politiques et budgétaires. Le gel du point d'indice a conduit à une paupérisation des personnels, il faut y mettre fin et revaloriser massivement les salaires pour mettre fin à la crise d'attractivité de nos métiers.

La réponse à la crise que traverse l'École doit être budgétaire. Il est hors de question que soit instrumentalisée la mobilisation lycéenne pour, de manière cynique, pousser encore plus loin les réformes réactionnaires : rythmes scolaires, statut des enseignant·es, autonomie des établissements... La FSU reste mobilisée et vigilante pour faire avancer ses revendications et pour protéger les personnels, il s'agit d'engager un plan d'avenir pour l'École, de recréer des emplois, de mieux payer les personnels, de mieux encadrer les jeunes dans les classes et dans leurs parcours.

La FSU se rappelle que « *Si la jeunesse n'a pas toujours raison, la société qui la méconnaît et qui la frappe a toujours tort...* » Elle se mobilisera de nouveau le 5 novembre à l'occasion du prochain temps fort de la mobilisation pour les salaires, les services publics et une autre répartition des efforts et des richesses.